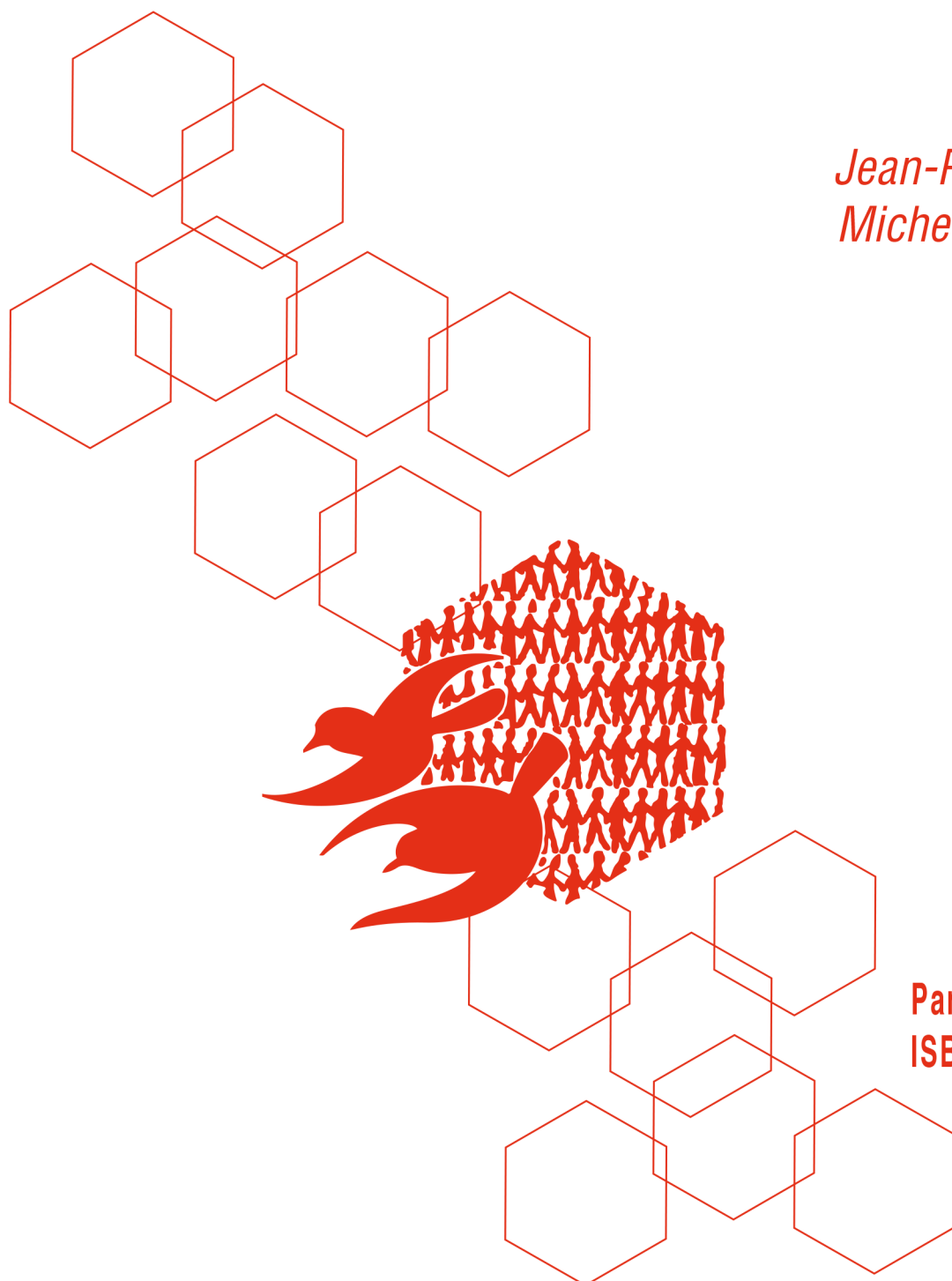


Familles en transformation

Quand les modes de construction familiale se réinventent

*Jean-Paul Sanderson,
Michel Oris (éditeurs)*



Paris, 2018
ISBN 978-2-9521220-7-8

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F • 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>

Familles en transformation. Quand les modes de construction familiale se réinventent

Jean-Paul Sanderson, Michel Oris
(éditeurs)

Jean-Paul Sanderson, Michel Oris
Éditorial

Bilampoa Gnoumou-Thiombiano et Agnès Adjmagbo
Organisation et conditions de vie des ménages en milieu urbain ouest africain :
des situations masculines et féminines

Nicolas Belliot, Nicolas Rebière
Se pacser ou se marier pour acheter ?
Accession à la propriété et statut matrimonial en France

Nadine Lefaucueur
Modes de constitution et dynamiques
des configurations familiales à la Martinique

Joëlle Kabile
Conceptions de la famille et représentations de la paternité
chez des hommes martiniquais

Kamel Kateb, Guy Brunet
Les familles israélites d'Algérie au XIX^e siècle :
de l'indigénat à l'assimilation

Caroline Rusterholz
Entre tradition et émancipation,
analyse des comportements familiaux en Suisse (1955-1970)

Carole Beaugendre, Didier Breton, Stéphanie Condon
Faire couple aux Antilles : contre vents et marées ?

**Valérie Delaunay, Agnès Adjmagbo, Norbert Kpadonou, Bénédicte Gastineau, Emilien
Kokou Vignikin, Bilampoa Gnoumou-Thiombiano, Soumaïla Ouedraogo**
Monoparentalité en Afrique : une réalité complexe.
Analyse comparative Bénin, Burkina Faso et Togo

Arnaud Régnier-Loilier

Trajectoires conjugales des personnes
en relation amoureuse stable non cohabitante

Florent Domergue

Portrait de familles des immigrés et des descendants :
des disparités selon les origines

Franck Temporal, Carole Beaugendre, Claude-Valentin Marie

Les familles transnationales des immigrés
de Guyane : quelles réalités ?

Mohamed Khachani

La femme marocaine en migration : du regroupement familial
à l'émigration autonome et individuelle

Robin Cavagnoud

Vulnérabilités environnementales et stratégies migratoires des familles
dans les communautés rurales de la région de Puno (lac Titicaca, Pérou)

Reto Schumacher, Aurélien Moreau

La mobilité résidentielle des personnes âgées dans le canton de Vaud

Faire couple aux Antilles : Contre vents et marées ?

BEAUGENDRE Carole*

BRETON Didier**

CONDON Stéphanie*

■ Résumé

Les recherches sur les dynamiques familiales des sociétés antillaises soulignent la particularité d'un système familial basé sur la monoparentalité, souvent expliquée par la fragilité du lien conjugal. Toutefois, la vie en couple aussi est une réalité aux Antilles, fait confirmé par l'enquête MFV (Migrations-Famille-Vieillesse réalisée par l'Ined et l'Insee dans les quatre départements d'outremer en 2009-2010), selon laquelle environ la moitié des personnes de 18-79 ans déclarent « vivre en couple », avec de nettes différences entre les femmes et les hommes et selon l'âge. Les contours du couple étant souvent mal définis dans bon nombre de travaux sociologiques ou anthropologiques sur les familles antillaises, il est souhaitable de porter notre regard sur ces unions afin d'en décrire et comprendre les dynamiques. Pour cet article, les données de cette enquête nous permettent d'étudier d'abord l'évolution de l'intensité et du calendrier des « premières mises en union » et les différentes trajectoires d'union. Ensuite, nous nous intéressons à l'entente au sein des couples cohabitants et aux facteurs pouvant expliquer la més/entente. Enfin, pour les personnes ne se déclarant pas en couple cohabitant mais entretenant une union non cohabitante ou une relation amoureuse suivie, nous explorons si ces situations correspondent à celle des « amies » (les mères de l'enfant du partenaire non cohabitant) décrite dans les travaux précédents sur les sociétés caribéennes.

Mots-clés : couples, mises en union, trajectoires d'union, système familial, Antilles

Introduction

Les recherches sur les dynamiques familiales des sociétés antillaises soulignent la particularité d'un système familial basé sur la matrifocalité, souvent expliqué par la fragilité du lien conjugal (Gautier, 1996, 2004 ; Giraud, 1999 ; Lefaucheur et Brown, 2011 ; Mulot, 2013). Ainsi, à la différence de la France métropolitaine, le modèle de parentalité prédominant ne serait pas centré sur le couple. Toutefois, la vie en couple est aussi une réalité aux Antilles, comme l'avaient déjà démontré les enquêtes menées

* INED

** Université de Strasbourg/INED

par l'Ined pendant les années 1960-1970 (Leridon *et al.*, 1970 ; Leridon et Charbit, 1980). En effet, ces enquêtes avaient révélé des pratiques conjugales et une organisation familiale plus complexes que ne laisserait entendre une grande partie du corpus de recherches anthropologiques ou sociologiques sur la famille dans l'aire caribéenne (Condon et Byron, 2008).

L'expression des rapports de genre dans le cadre des relations de couple constitue un objet central dans l'étude des dynamiques conjugales dans les Caraïbes (Barrow, 1998 ; Mulot, 2009 ; Lefaucheur et Brown, 2011). Les « infidélités », surtout masculines, et l'expression de la jalousie seraient des traits rendant impossibles l'entente conjugale et la stabilité du noyau familial et conduisant souvent à des actes de violence envers les conjointes ou les amies (Brown et Lefaucheur, 2012). Dans un contexte où la survenue des violences au sein du couple est souvent décrite comme particulièrement élevée, une bonne connaissance des dynamiques conjugales se révèle être un préalable indispensable avant de conduire une nouvelle enquête sur les violences et les rapports de genre (Condon, 2014). L'enquête MFV (Migrations-Famille-Vieillessement) réalisée dans les départements d'outre-mer en 2009-2010 fournit des données d'une richesse inédite pour la compréhension des phénomènes abordés dans cet article (Encadré 1).

Encadré 1. L'enquête Migrations-Famille-Vieillessement (MFV)

Cette enquête a été réalisée en 2009-2010 sous la responsabilité scientifique de Claude-Valentin Marie (avec D. Breton, S. Condon et F. Temporal), avec le concours de l'Insee. Elle a été conduite simultanément dans les quatre DOM (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion) auprès de 16 000 personnes âgées de 18 à 79 ans vivant en ménage ordinaire. L'ambition était de comprendre, pour la première fois à travers une enquête de grande ampleur, les dynamiques et les formes, les valeurs et les contraintes aux manières de « faire famille » dans l'outremer français. Pour plus d'informations, voir Marie (2011).

D'après cette enquête, environ la moitié des personnes de 18-79 ans déclarent vivre en couple aux Antilles. On observe toutefois de nettes différences entre les femmes et les hommes et selon l'âge. L'ambition de cet article est de mieux comprendre les relations croisées entre dynamiques conjugales et pratiques socioculturelles. Qui sont les couples « durables » aux Antilles et quel est le degré d'entente conjugale ? Qu'est-ce qui conditionne la forme de vie en couple ? Quelles évolutions constate-t-on au cours des générations ? L'enquête permet de réinterroger ces questions et renseigne notamment sur les formes d'union (couples cohabitants ou non, relation amoureuse suivie), la durée des unions, la place du mariage, etc. ; elle apporte également des éléments d'analyse sur l'entente conjugale, ainsi que sur les aspects de la trajectoire ou les pratiques socioculturelles pouvant influencer la forme de couple comme le vécu familial pendant l'enfance, les pratiques religieuses ou encore l'expérience migratoire.

En préalable, nous examinerons les différentes définitions et l'évolution des situations recouvrant le fait de « vivre en couple » dans différentes enquêtes sociodémographiques et plus précisément ce qu'il en est dans l'enquête MFV. Puis, nous nous attacherons dans une première partie à décrire le phénomène de « première mise en union » : l'évolution de son intensité et de son calendrier dans les générations,

les différentes trajectoires d'union, et enfin les facteurs pouvant expliquer l'inscription dans le temps de cette première union et le fait d'échapper à la rupture. Nous nous intéresserons dans une deuxième partie à l'entente au sein des couples cohabitants et aux facteurs pouvant l'expliquer. Enfin, pour les personnes ne se déclarant pas en couple cohabitant mais entretenant une union non cohabitante ou une relation amoureuse suivie, nous nous poserons la question de savoir si ces situations concernent des profils différents, comme semblent le montrer certains travaux (Leridon *et al.*, 1970 ; Lefaucheur et Brown, 2011), de celui le plus attendu de jeunes couples pour lesquels la non cohabitation est soit une étape préalable à la cohabitation, soit le révélateur d'une union à l'essai.

Cerner les contours du couple aux Antilles

Selon les enquêtes, la définition d'*être en couple*, de *vivre en couple* ou d'*avoir une vie de couple* peut varier. Depuis quelques années, les enquêtes sociodémographiques menées en France incluent dans la définition de « couple » à la fois les couples cohabitants et ceux non cohabitants, et plus spécifiquement encore dans certaines enquêtes¹ le phénomène du « *living apart together* » (LAT : Villeneuve, 1997 ; Régnier-Loilier, 2016). De plus, depuis les travaux de Louis Roussel (Roussel et Bourguignon, 1979), il est devenu courant de distinguer parmi les couples cohabitants les couples mariés des couples en union libre.

Dans le questionnaire de l'enquête MFV, les unions en cours étaient recueillies dès lors qu'elles étaient déclarées comme telles par les répondants, quelle que soit leur durée et qu'elles soient cohabitantes ou non². La question posée était : « *Vivez-vous actuellement en couple ?* », avec trois réponses possibles, chacune étant suivie d'un module de questions spécifique :

- « *Oui, avec une personne qui vit dans le logement* »,
- « *Oui, avec une personne qui ne vit pas dans le logement* »,
- « *Non* ».

Puis, aux personnes ayant déclaré ne pas vivre actuellement en couple, la question suivante a été posée :
 – « *Vous avez déclaré ne pas vivre en couple mais actuellement entretenez-vous une relation intime ou amoureuse avec une personne ou plusieurs personnes ? (un-e petit-e ami-e que vous voyez régulièrement)* ».

Ces questions permettent de mettre en évidence trois formes d'unions : les unions cohabitantes, les unions non cohabitantes et les relations amoureuses entretenues sans se déclarer en couple.

Les résultats de l'enquête MFV révèlent en premier lieu que la majorité des hommes vit en couple, à la différence des femmes. Les situations « hors couple » sont en effet beaucoup plus fréquentes pour celles-ci. Ensuite, on constate la faible proportion de personnes se déclarant être en situation de « couple non cohabitant » aux Antilles (2 à 3 %), alors que près de 15 % se déclarent « hors couple » tout en entretenant une relation amoureuse suivie (tableau 1).

¹ Comme l'enquête ERFI, volet français de l'enquête européenne Gender and generation study (Régnier-Loilier, 2009).

² La place du mariage dans la dynamique des unions n'est pas analysée ici. Voir l'encadré 2 pour des éléments d'information sur l'évolution du mariage.

Tableau 1. Situation de couple au moment de l'enquête

	Guadeloupe		Martinique	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Effectifs ³	1 628	2 113	1 591	2 237
dont % en couple cohabitant	56,2	46,9	53,0	43,7
dont % en couple non cohabitant	1,7	2,0	3,0	3,0
dont % hors couple avec relation amoureuse	16,0	13,7	13,2	14,6
dont % hors couple	26,2	37,4	30,9	38,6

Champ : 18-79 ans

Source : MFV 2009-2010

Au sujet des personnes en couple non cohabitant, la comparaison avec le contexte métropolitain n'est pas aisée car la question « relation amoureuse suivie » n'a pas été posée dans l'enquête Erfi. La perception de la manière d'« être en couple » est donc centrale⁴. Ceci dit, les analyses intéressantes dans Erfi du « couple non cohabitant » par âge explorent dans quelle mesure il s'agit d'un statut de passage avant cohabitation. Pour les jeunes, c'est souvent le cas tandis que pour les personnes de 45 ou plus, il s'agit d'autres formes de conjugalité (Régnier-Loilier, 2016). Lorsque l'on analyse les différentes formes de « couple » selon la classification utilisée ici à partir de MFV, et selon l'âge, les réponses à la question « relation intime ou amoureuse » semblent correspondre aux couples non cohabitants déclarés comme tels en métropole : pour hommes et femmes, ces relations sont très nombreuses aux jeunes âges, puis se réduisent en proportion de l'ensemble des personnes en couple après 35-39 ans (figures 1a et 1b).

Par ailleurs, les proportions de personnes en couple cohabitant se distinguent entre les hommes et les femmes, notamment à partir de 40 ans : plus de 60 % des hommes sont dans cette situation à tous les âges contre environ 50 % des femmes (avec une nette baisse après 65 ans) (figures 1a et 1b). Ces différences entre hommes et femmes et selon l'âge résultent en partie de changements entre les générations en termes d'âge de première mise en union et de trajectoires d'union, des dynamiques que nous analyserons plus loin.

³ Dans l'ensemble de l'article, sauf mention contraire : les effectifs cités sont non pondérés, tandis que les pourcentages sont donnés après pondération.

⁴ Rappelons aussi que la subjectivité de la déclaration « être en couple » a un impact sur ce que nous captions par l'enquête : il s'agit de la déclaration du point de vue d'une seule personne ; la réponse du « partenaire » pourrait être tout autre.

Figure 1a. Situation de couple au moment de l'enquête en Guadeloupe

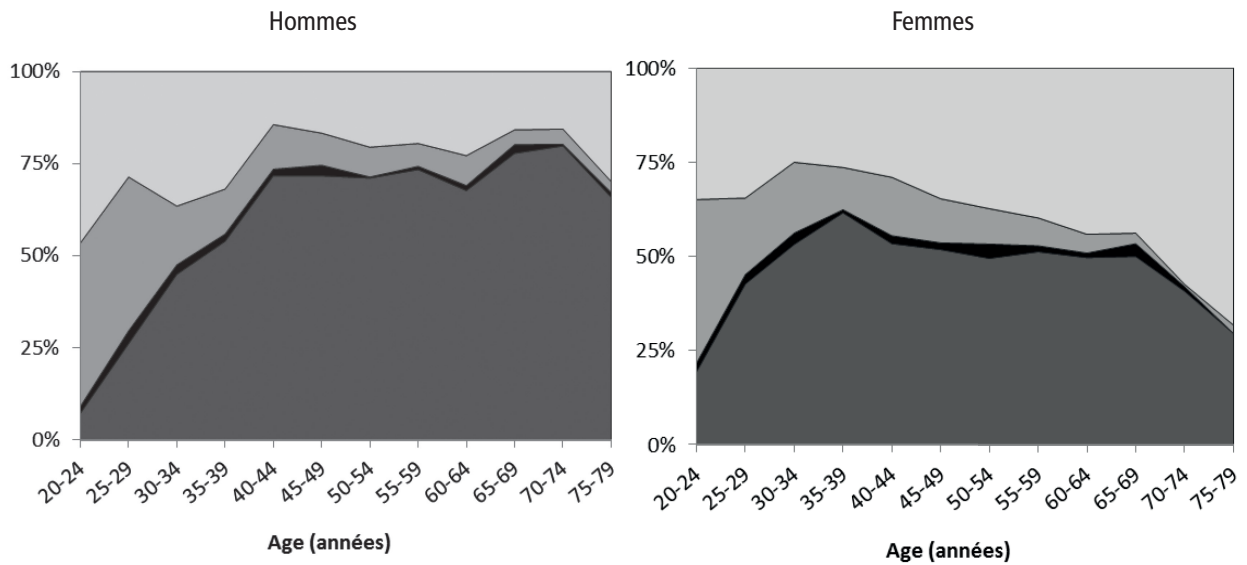
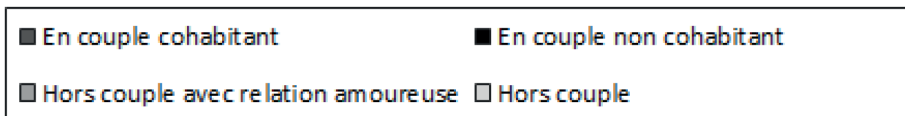
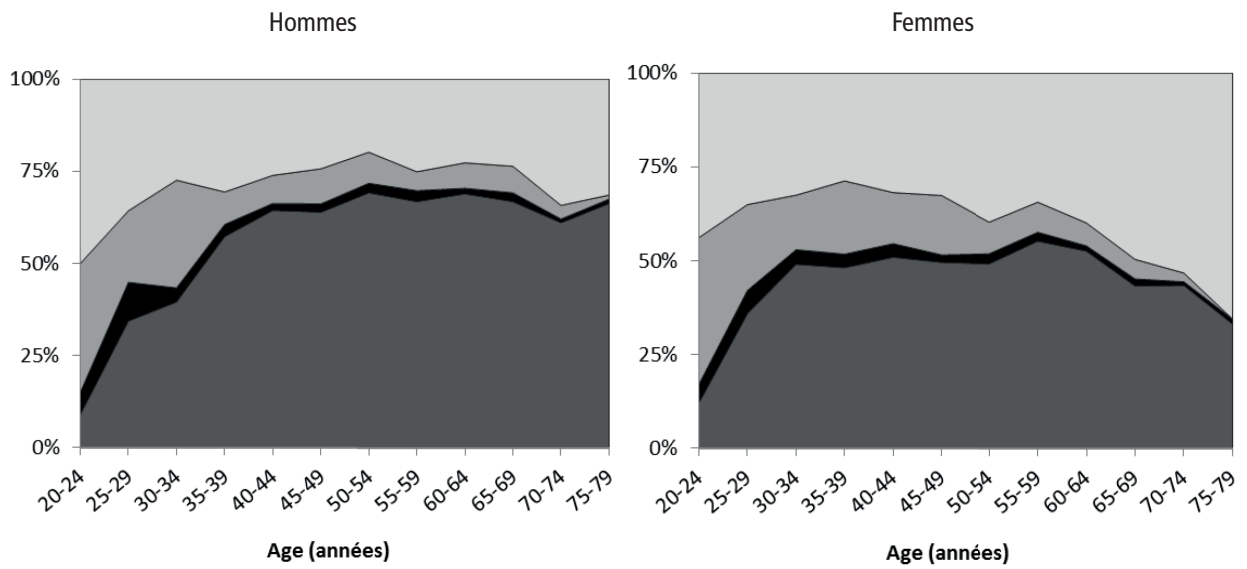


Figure 1b. Situation de couple au moment de l'enquête en Martinique



Champ : 20-79 ans
 Source : MFV 2009-2010

Encadré 2. La place du mariage

Moins répandu qu'en métropole, le mariage reste néanmoins aux Antilles la forme d'union la plus fréquente après 40 ans (générations 1960-1969 et précédentes ; cf. Marie et Breton, 2015). Les mariages sont religieux dans plus de quatre cas sur cinq en Martinique, trois cas sur cinq en Guadeloupe. Les mariages sont de plus en plus fréquemment précédés d'une période de vie en union libre. Les mariages « directs » (sans période de cohabitation pré-nuptiale) sont moins nombreux et la période de cohabitation pré-nuptiale s'allonge (passant par exemple chez les femmes en Martinique de 1,8 ans à 2,6 ans en moyenne entre les générations 1930-1939 et 1950-1959). Comme en métropole, le mariage est plus fréquent chez les hommes. Son intensité décroît dans les générations (notamment chez les hommes), tandis que son calendrier s'allonge (notamment chez les femmes). En Guadeloupe, la part des hommes ayant été mariés au moins une fois à 50 ans passe ainsi de 83 % dans la génération 1930-1939 à 73 % 20 ans plus tard (respectivement 92 % et 84 % en métropole). Chez les femmes, ces proportions sont de 59 % dans la génération 1930-1939 et 62 % dans celle de 1950-1959 (respectivement 87 % et 86 % en métropole).

Sources : MFV 2009-2010 pour Guadeloupe et Martinique, ERFI-GGS 2005 pour la métropole.

Dynamiques de mise en union et des trajectoires de vie en et hors couple

Notre propos sera de tourner notre attention vers les personnes en couple (ou qui l'ont été), afin d'étudier la proportion de personnes qui ont connu une union, la durée des unions et les types de trajectoire les plus courants. À travers l'analyse de la première union vécue (ou son absence), nous nous interrogeons en particulier sur :

- L'évolution des mises en union dans les générations (intensité et calendrier).
- Les trajectoires d'union et leur évolution dans les générations (séparations, remises en couple, etc.)
- Les facteurs favorisant la probabilité de rester en couple en tentant d'expliquer par un modèle logistique à temps discret les différences entre ceux dont la première union est toujours en cours et ceux pour qui elle s'est terminée par une séparation.

Évolution des mises en union dans les générations

L'événement considéré ici est la « première mise en union cohabitante », qui initie la trajectoire d'union des personnes⁵, que permet de repérer MFV jusqu'au moment de l'enquête.

Les taux cumulés de mises en union sont très similaires entre Guadeloupe et Martinique (figures 2a et 2b). Chez les femmes, l'intensité de mise en première union tend à augmenter légèrement au cours des générations. Chez les hommes, si l'intensité est plus élevée que chez les femmes dans les générations les plus

⁵ Seules les unions passées *cohabitantes* ont été recueillies à l'enquête ; pour les unions non cohabitantes, seule l'union actuelle est recueillie.

anciennes, elle tend à diminuer aux âges jeunes dans les générations les plus récentes, pouvant préfigurer un allongement du calendrier ou une réelle diminution de l'intensité des mises en union masculines.

Figure 2a. Taux cumulés de première mise en union – Guadeloupe

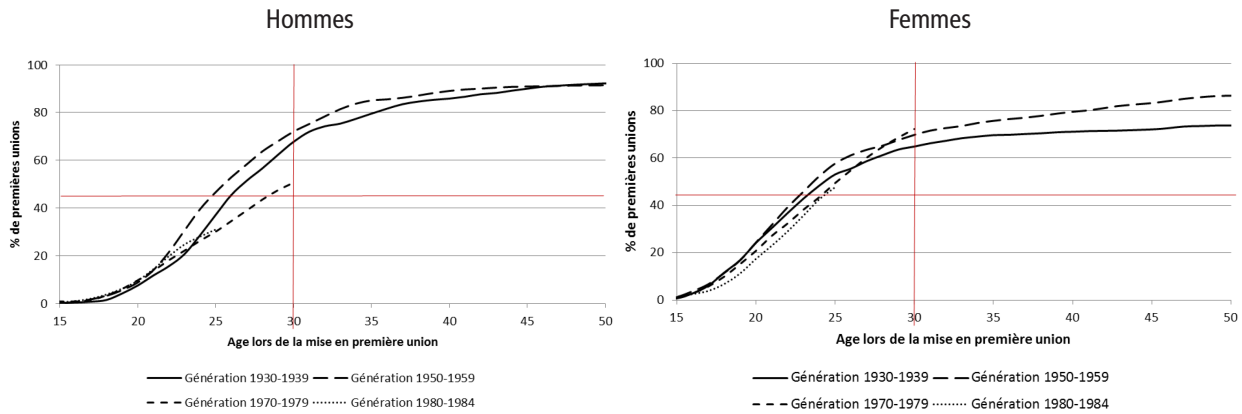
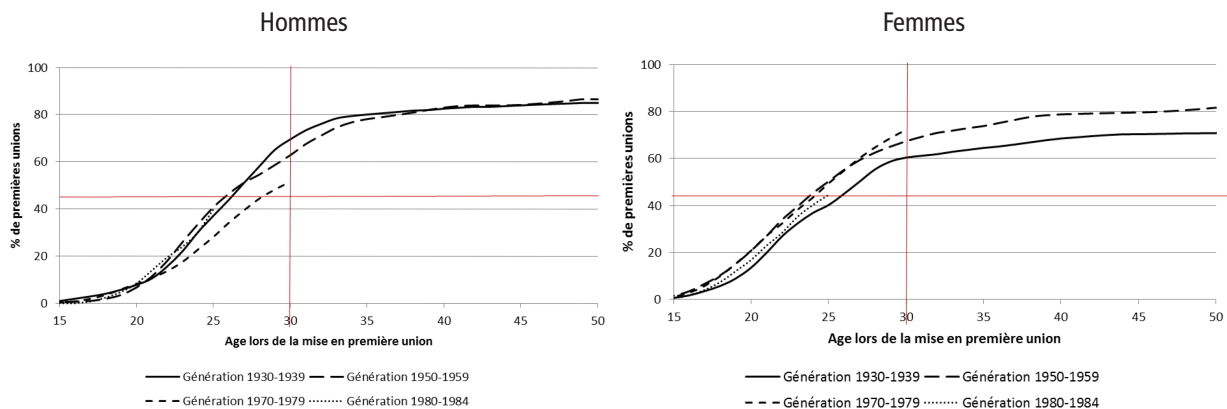


Figure 2b. Taux cumulés de première mise en union – Martinique



Source : MFV 2009-2010

Trajectoires en union ou hors union

Afin de mesurer les changements survenus d'une génération à l'autre, nous nous intéressons aux trajectoires d'union vécues jusqu'à l'âge de 50 ans. Ces trajectoires peuvent être constituées de mises en union successives et de séparations multiples ou de vie avec un conjoint de façon durable. Le tableau 2 ci-dessous décrit l'évolution dans les générations de ces trajectoires d'union.

Unions et séparations

Chez les femmes, on observe à la fois une chute de la part de celles sans aucune union et une augmentation des séparations⁶, qu'elles soient ou non suivies d'une remise en couple (tableau 2). La part des

⁶ Les fins d'unions avant 50 ans sont dans la grande majorité des cas dues à des séparations et non à des veuvages.

femmes sans aucune union à 50 ans passe ainsi de 27 % à 14 % entre les générations 1930-39 et 1950-59 en Guadeloupe (et de 29 % à 19 % en Martinique)⁷. Cette chute s'opère principalement au profit de trajectoires moins « rectilignes », avec notamment :

- Pour les hommes comme pour les femmes, une augmentation des premières séparations sans remise en couple (25 % parmi les femmes guadeloupéennes, 19 % parmi les femmes martiniquaises et environ 14 % des hommes des deux départements dans la génération 1950-1959).
- Une hausse de la proportion de deuxième séparation sans remise en couple à la fois pour les hommes (en Martinique) et les femmes (en Guadeloupe et en Martinique).
- Une augmentation de personnes déclarant être dans une deuxième union et toujours en couple, surtout dans le cas des hommes.

Tableau 2. Trajectoires d'union atteintes à 50 ans

		Hommes			Femmes		
		1930-39	1940-49	1950-59	1930-39	1940-49	1950-59
Guadeloupe	Aucune union	7,9	10,0	8,6	26,6	20,1	13,7
	Une seule union	75,7	70,1	67,3	67,0	71,8	75,6
	Dont toujours en couple	70,2	60,4	53,7	48,1	55,6	49,9
	Dont hors couple	5,5	9,7	13,6	18,9	16,2	25,7
	Deux unions						
	Dont toujours en couple	10,3	15,0	18,8	3,9	6,9	5,0
	Deux séparations ou plus	6,1	5,0	5,2	2,5	1,2	5,7
Martinique	Aucune union	14,9	15,4	13,4	29,3	20,8	18,5
	Une seule union	78,2	71,9	69,5	68,2	69,7	69,3
	Dont toujours en couple	70,7	60,8	54,8	54,9	51,7	50,7
	Dont hors couple	7,5	11,1	14,7	13,3	18,0	18,6
	Deux unions						
	Dont toujours en couple	4,9	9,4	12,5	1,3	6,1	6,5
	Deux séparations ou plus	1,9	3,3	4,6	1,1	3,4	5,7

Champ : Générations 1930 à 1959 (âgées de 50 à 79 ans au moment de l'enquête)

Source : MFV 2009-2010

Si la durée moyenne d'années passées en couple à 50 ans est assez stable au fil des générations⁸, cette analyse des trajectoires d'unions suggère des transformations sociales profondes, dans la place accordée à la mise en couple dans les relations entre hommes et femmes et certainement dans les rapports de genre et leur impact sur les attentes vis-à-vis de la qualité de la relation de couple.

⁷ À titre de comparaison, ces proportions sont 2 à 3 fois moins élevées en métropole. Elles suivent cependant une tendance comparable, à savoir une diminution dans les générations (résultats issus de traitements non montrés ici).

⁸ Une stabilité malgré des mises en unions plus tardives et une augmentation des séparations dans les générations les plus récentes. La durée moyenne est plus élevée pour les hommes, moins pénalisés par l'instabilité des trajectoires. (résultats issus de traitements non montrés ici).

Une spécificité antillaise : la place importante des maternités sans union

Certaines personnes ne déclarent aucune union au cours de leur vie, tout particulièrement des femmes (tableau 2). La part occupée par ces personnes à 50 ans est singulière et spécifique aux Dom et en particulier aux Antilles⁹. Toutefois, ce phénomène diminue, comme nous l'avons montré, au fil des générations chez les femmes alors qu'il est resté constant chez les hommes, mais dans des niveaux nettement plus faibles. On peut faire l'hypothèse que pour les anciennes générations, la possibilité de se mettre en couple ne s'est pas présentée, par exemple, pour l'aînée de la fratrie qui serait amenée à remplacer une mère décédée jeune ou une mère souvent absente¹⁰.

Cependant, « sans union » n'est en règle générale pas synonyme de « sans enfant » aux Antilles (Breton, 2011 ; Lefaucheur et Brown, 2011) : dans la génération 1930-39, plus d'une femme sur quatre n'a pas déclaré d'union à 50 ans, et parmi celles-ci, 80 % ont eu au moins un enfant. Vingt générations plus tard, la proportion de femmes sans union à l'âge de 50 ans est deux fois plus faible ; mais parmi elles, la proportion de mères est restée inchangée. On rappellera ici la différence entre métropole et Antilles sur la question de la monoparentalité : si elle est souvent une situation entre deux unions en métropole, tel n'est pas le cas aux Antilles, où elle est nettement plus durable et où une part importante des naissances a lieu en dehors de toute union¹¹.

Les facteurs associés au risque de rupture du couple

Souvent aux Antilles, à l'instar du modèle caribéen, une dimension « culturelle » d'instabilité des unions, universelle et immuable, est évoquée. Ce modèle est toutefois en partie remis en cause, ou au moins considéré dans sa juste mesure, par les études démographiques longitudinales (Charbit et Leridon, 1980 ; Marie et Breton, 2015). À partir des données de l'enquête MFV, le tableau 2 a ainsi révélé l'augmentation de la part des personnes ayant connu deux séparations d'union ou plus et des personnes étant hors couple après une seule union, c'est-à-dire sans remise en couple. L'enquête MFV montre également que la moitié des premières unions, pour les femmes et les hommes, sont toujours en cours au moment de l'enquête.

Un raisonnement « toutes choses égales par ailleurs » permet de mesurer les effets de différents facteurs, pris indépendamment les uns des autres, sur le risque de rupture de la première union. Nous tentons par ce biais de dégager des facteurs de « résistance » à la supposée norme d'instabilité conjugale. Pour ce faire, nous continuons à examiner les trajectoires des générations âgées de 50 ans ou plus au moment de l'enquête. Nous utilisons un modèle de régression logistique à temps discret (encadré 3), qui permet en outre de tenir compte de la durée de l'union avant l'observation (si l'union est toujours en cours) ou la séparation.

⁹ Ces trajectoires sans aucune union à 50 ans concernent environ 5 % des hommes et 7 % des femmes des générations 1930 à 1957 en métropole, soit des proportions deux à trois fois inférieures à celles des Antilles, mais suivent une évolution comparable, à savoir une diminution dans les générations (enquête ERFI).

¹⁰ Voir par exemple les témoignages dans le chapitre « Vivre sa vie : la célibataire », dans Alibar et Lembeye-Boy, 1982 vol. II (p. 197-220).

¹¹ Selon les chiffres de l'État civil 2013, près de 80 % des enfants naissent hors mariage aux Antilles, dont plus de 4 sur cinq ne sont pas reconnus par leur père (Marie, Breton, 2015).

Les résultats du modèle montrent (tableau 4) :

- Moins de ruptures en Martinique (signifiant que les premières unions y sont, toutes choses égales par ailleurs, plus durables qu'en Guadeloupe).
- Un accroissement du risque de rupture au cours des générations : dès la génération 1940-49 en Martinique, et à partir de celle de 1950-59 en Guadeloupe.
- L'absence d'effet du sexe une fois les autres facteurs contrôlés.
- Une probabilité plus élevée pour les non natifs et les « natifs de retour »¹² que pour les « natifs sédentaires » de connaître la rupture de leur première union. Il en est de même pour les « originaires » (enfants de natifs).
- Un risque accru de séparation pour les moins diplômés, notamment en Guadeloupe.
- Un risque inférieur de se séparer pour les couples mariés.
- Un risque accru de rupture de leur première union pour les personnes ayant grandi en famille monoparentale en Martinique.
- Un risque accru de séparation pour les personnes pas ou peu attachées à la religion en Guadeloupe (pas d'effet significatif en Martinique).
- Enfin, un risque de séparation qui décroît avec la durée de l'union.

En somme, les caractéristiques associées à un plus faible risque de séparation peuvent être résumées ainsi :

- Les premières unions sont un peu plus durables en Martinique qu'en Guadeloupe, elles sont plus durables dans les générations les plus anciennes, ainsi que pour ceux ayant grandi avec leurs deux parents ou qui accordent « assez » ou « beaucoup » d'importance à la religion.
- La durée favorise la résistance de l'union (les ruptures ont lieu plutôt en début d'union), de même que le mariage.

Les résultats montrent un lien significatif entre la rupture d'union et le statut migratoire. Si l'on ne tient pas compte de l'ordre des événements dans l'analyse (c'est-à-dire le moment de survenue de la rupture et de la migration), on peut faire l'hypothèse d'une migration suite à – et souvent provoquée par – la rupture d'union¹³. Les tendances observées au sein de ces générations annoncent-elles des évolutions futures ? Que signifie l'augmentation des séparations ? Si les femmes sont moins nombreuses à ne connaître aucune vie en union, rompront-elles plus facilement si la relation est peu satisfaisante à leurs yeux ? Et de même pour celles qui tenteront une deuxième vie en union ? Du côté des hommes, trouveront-ils plus de stabilité lors d'une deuxième union ?

Bien évidemment, ce qui n'est pas visible à travers ces analyses est le motif de la rupture, et selon les caractéristiques et les trajectoires des conjoints, des dynamiques fines qui ne peuvent être analysées qu'au moyen d'autres méthodes, notamment qualitatives.

¹² Les natifs ayant connu une expérience migratoire d'au moins 6 mois hors de leur département de naissance sont qualifiés de « natifs de retour », par opposition aux « natifs sédentaires », n'ayant jamais quitté leur département ou seulement pour de courts séjours.

¹³ Voir Condon, Beaugendre, 2016 (publication de la communication au colloque de l'Aidelf à Bari, 2014).

Tableau 4. Résultats du modèle « rupture de la première union par séparation » (odds-ratios)

Facteurs		Ensemble	Guadeloupe	Martinique
Département	Guadeloupe (<i>ref</i>)	–		
	Martinique	0,88 *		
Sexe	Femmes	1,02	1,00	1,07
	Hommes (<i>ref</i>)	–	–	–
Génération	1930-39 (<i>ref</i>)	–	–	–
	1940-49	1,28 **	1,09	1,50 **
	1950-59	1,64 ***	1,58 ***	1,75 ***
Lien à la migration	Natif sédentaire (<i>ref</i>)	–	–	–
	Natif de retour (ayant séjourné au moins 6 mois hors du département)	1,62 ***	1,60 ***	1,71 ***
	Non natif du DOM	4,05 ***	3,82 ***	4,40 ***
Originaire du Dom	Non (<i>ref</i>)	–	–	–
	Oui	2,34 ***	2,74 ***	1,77 *
Niveau de diplôme	Bac et + (<i>ref</i>)	–	–	–
	Inférieur au Bac	1,26 **	1,49 ***	1,05
	Sans diplôme	0,98	1,03	0,93
Couple marié	Non	–	–	–
	Oui	0,23 ***	0,24 ***	0,22 ***
Modèle familial durant l'enfance	Avec mes deux parents (<i>ref</i>)	–	–	–
	Avec ma mère seule/mon père seul	1,35 ***	1,06	1,74 ***
	Avec ma mère et mon beau-père / mon père et ma belle-mère	1,23	1,30	1,11
	Autre	1,25 *	1,31	1,23
Importance accordée à la religion	Assez/beaucoup	–	–	–
	Pas du tout/un peu	1,19 **	1,31 **	1,1
	Refuse de répondre/ne sait pas	1,22	1,14	1,24
Âge à la mise en première union	(variable continue)	0,99 *	0,99	0,99
Durée de l'union	(variable continue)	0,97 ***	0,97 ***	0,98 ***
Nombre d'individus (<i>non pondéré</i>)		2 749	1 421	1 328
Nombre d'individus-années (<i>non pondéré</i>)		69 421	39 944	34 477

Note : *** p < 0.01, ** p < 0.05, * p < 0.1

Champ : Individus de 50 à 79 ans entrés en première union, dont les données sont « complètes » (pour l'ensemble des variables incluses dans le modèle).

Lecture : Chaque colonne représente un modèle (ensemble Dom et chacun des départements pris isolément), chaque case représentant le rapport de cotes (odds-ratio, usuellement noté OR) lié à la modalité du facteur, comparativement à la modalité de référence (pour les variables catégorielles). Un résultat significatif et inférieur (respectivement supérieur) à 1 reflète une probabilité inférieure (respectivement supérieure) de connaître l'événement, par rapport à la modalité de référence. Pour une variable continue (ex. âge à la mise en union), le rapport de cotes correspond à la diminution (respectivement au surcroît) de chance de connaître l'événement pour une unité de plus de la variable (ex. une année de plus).

Source : MFV 2009-2010

Encadré 3. Régression logistique à temps discret

L'analyse multivariée de la rupture de la première union repose sur un modèle de régression logistique à temps discret. Le principal intérêt de ce type de modèle réside dans la possibilité d'étudier l'effet de facteurs explicatifs sur le risque de rupture tout en tenant compte de la dépendance au temps. L'approche nécessite de travailler à partir de fichiers de données organisés sous forme de personnes-périodes : chaque individu participe au modèle par autant d'observations que d'années écoulées entre le début de la première union et la séparation (si elle a lieu) ou la fin de l'observation. La fin de l'observation est : soit la date de l'enquête si l'union est toujours en cours, soit la date de fin d'union si celle-ci s'est terminée par un veuvage ou une raison autre qu'une séparation (dans ce cas, l'événement est considéré comme perturbateur et la durée comme censurée dans le modèle).

Entente conjugale

Nous l'avons vu, certains facteurs – dont nous avons pu mesurer les effets à partir de l'enquête MFV – semblent favoriser une certaine stabilité des unions. Un climat conjugal difficile et des conflits entre conjoints sont parfois la cause ou à l'origine de ruptures mais ils peuvent aussi signifier un moyen de gérer ou surmonter des difficultés dans la vie de couple. Si nous n'avons pas d'information sur la qualité des relations au sein des unions qui se sont terminées par une rupture, nous pouvons explorer le degré d'entente dans les couples cohabitants au moment de l'enquête. Un module de questions de MFV, inspiré de l'enquête Enveff¹⁴, visait à produire un indicateur d'entente dans le couple à partir de sujets de disputes.

Sujets de dispute des couples cohabitants

Afin de cerner l'entente au sein des couples, ce module comportait des questions relatives aux fréquences de disputes entre conjoints sur certains sujets : argent et dépenses du ménage, relations avec les parents ou les beaux-parents, consommation d'alcool, relations extraconjugales¹⁵, éducation des enfants, « tout et n'importe quoi ». Pour chacun de ces sujets, l'enquêté pouvait répondre par « non concerné », « jamais », « rarement », « parfois », « souvent », ou « très souvent ».

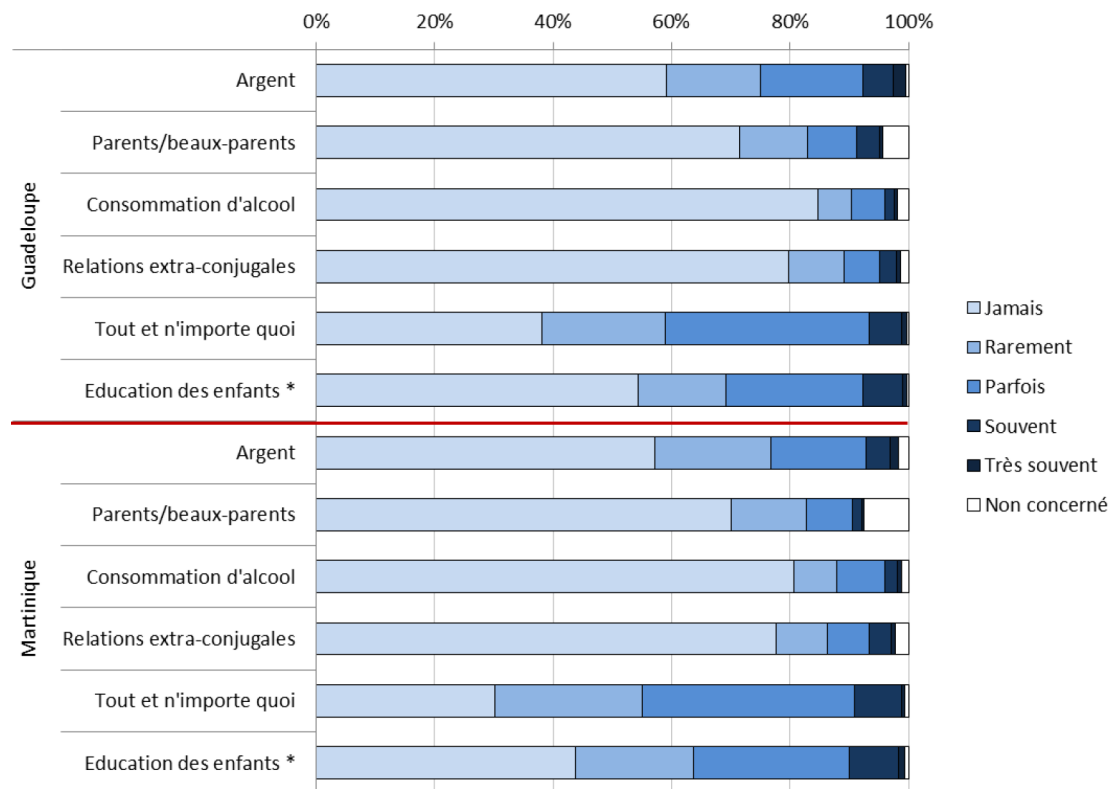
Les résultats sont très similaires entre Guadeloupe et Martinique : les couples connaissent les mêmes sujets de dispute, selon des fréquences proches pour les femmes (figure 3), signe d'une certaine robustesse de l'indicateur. Comme pour les enquêtes Enveff et Erfi, c'est la question de l'éducation des enfants qui

¹⁴ Enquête nationale sur les violences envers les femmes en France (Enveff, 2000 : Jaspard et l'équipe Enveff, 2003). Ce module a été repris dans plusieurs grandes enquêtes par la suite (dont l'enquête Erfi).

¹⁵ L'équipe de conception de MFV a décidé de remplacer l'item faisant référence à la sexualité par un item évoquant explicitement les relations extraconjugales. Les résultats montrent que peu d'enquêtés ont refusé de répondre à l'item et que, par ailleurs, les réponses positives ont été assez nombreuses.

occasionne le plus de disputes : un tiers des couples (parmi ceux ayant des enfants de moins de 15 ans) se dispute parfois, souvent ou très souvent à ce propos (31 % en Guadeloupe, 36 % en Martinique).¹⁶

Figure 3. Fréquences de disputes sur différents sujets : les réponses des femmes



Champ : Femmes de 30 à 69 ans vivant en couple cohabitant

* : uniquement pour les personnes ayant des enfants de moins de 15 ans vivant avec elles

** : Nombre de sujets pour lesquels les personnes ont répondu « parfois », « souvent » ou « très souvent »

Source : MFV 2009-2010

Les femmes admettent légèrement plus de disputes que les hommes, en particulier concernant l'éducation des enfants (+6 points), mais aussi l'argent et les dépenses du ménage (+4 points). Elles déclarent moins souvent que les hommes n'avoir jamais ou que rarement des disputes, au profit notamment de « parfois »¹⁷.

Au total, 39 % des femmes des deux départements disent ne jamais avoir de disputes avec leur conjoint. Ce taux est le même que celui issu de l'enquête Enveff réalisée en 2008 (Brown et Lefaucheur, 2012). Cette enquête, qui explorait le contexte des violences subies par les femmes et les hommes (dans le couple et dans les autres sphères de la vie), a montré que des « paroles blessantes fusaient lors de ces disputes et pour la moitié des couples, ce sont les deux partenaires qui s'invectivent » (p. 84). Ainsi, pour la plupart des couples, ces disputes font partie de la gestion quotidienne – à deux – de la relation

¹⁶ Les enquêtés d'Erfi répondent moins souvent ne jamais avoir de dispute sur tel ou tel sujet. La présence assez fréquente du conjoint des enquêtées MFV a certainement joué un rôle dans la déclaration des disputes.

¹⁷ Résultats non présentés ici.

cohabitante¹⁸. Les manifestations d'emprise ou de domination (violences psychologiques, combinées ou non avec d'autres formes de violence) peuvent avoir lieu à d'autres moments mais, comme le montrent les résultats d'Enveff Martinique, les personnes déclarant plus de 3 motifs de disputes sont celles qui subissent le plus de violences (Brown et Lefaucheur, 2012 p. 84).

Quels couples s'entendent le mieux ?

Si l'on considère que les couples qui s'entendent le mieux sont ceux qui se disputent le moins, voire qui ne se disputent pas, on peut se demander si certains traits les caractérisent : voit-on des différences selon l'âge, l'ancienneté du couple, le niveau d'éducation, la pratique religieuse, la trajectoire d'unions, l'expérience migratoire, le fait d'être marié ou non... ?

Après l'analyse « toutes choses égales par ailleurs » de ces différents facteurs¹⁹, seuls l'âge et le statut (marié ou non) montrent une différence statistiquement significative (tableau 5) : Les disputes sont plus fréquentes chez les couples les plus jeunes ; leur fréquence diminue nettement chez les couples dont la femme est âgée de plus de 60 ans (tableau 5). De même, les couples mariés sont légèrement plus nombreux que les autres à ne déclarer aucun sujet de dispute.

Des différences de génération quant aux attentes vis-à-vis de la vie en couple sont suggérées ici. Comme montré pour la France, les plus jeunes recherchent une relation plus égalitaire, sont souvent en situation de négociation et leur relation est parfois plus conflictuelle (distinguée ici d'une relation violente ; cf. Jaspard et al., 2003). En revanche, si beaucoup de femmes plus âgées vivent une relation de couple durable, satisfaisante et dans une bonne entente, d'autres femmes peuvent être résignées à une vie de couple peu satisfaisante – voire supporter des comportements désagréables ou violents de la part de leur conjoint – et vivre une relation dans laquelle les désaccords ne s'expriment que rarement (ou plus) sous forme de disputes.

Tableau 5. Nombre de sujets de dispute* en fonction de différents critères

	%	Guadeloupe				Martinique			
		Aucun	Un seul	Aucun	Un seul	Aucun	Un seul	Aucun	Un seul
Groupe d'âge	60-69 ans	94,0	3,8	2,2	100,0	90,1	6,4	3,5	100,0
	50-59 ans	81,6	10,1	8,3	100,0	84,3	9,3	6,5	100,0
	40-49 ans	76,2	20,0	3,8	100,0	77,9	16,3	5,7	100,0
	30-39 ans	75,1	15,6	9,4	100,0	75,3	14,6	10,1	100,0
Couple marié	Oui	81,7	12,7	5,6	100,0	83,5	10,6	5,9	100,0
	Non	76,5	15,9	7,6	100,0	74,0	17,3	8,6	100,0

* : occasionnant souvent ou très souvent des disputes

Champ : Femmes de 30 à 69 ans vivant en couple cohabitant

Source : MFV 2009-2010

¹⁸ La fréquence des disputes diminue nettement après 50 ans, reflétant à la fois des différences de génération quant aux attentes vis-à-vis du couple (Jaspard et al., 2003) et aussi la résignation de certaines femmes à une vie de couple peu satisfaisante – voire supporter des comportements désagréables ou violents – dans laquelle les désaccords ne s'expriment pas sous forme de disputes.

¹⁹ Modèle non présenté ici.

Les couples non cohabitants et les relations amoureuses : essai de typologie

En introduction de cette communication, nous avons vu (tableau 1) que la proportion de personnes se déclarant être en couple non cohabitant était très faible, entre 2 et 3 %. Cette situation concerne à peine plus les jeunes que les plus âgés (figures 1a et 1b). Du fait des effectifs réduits, il est difficile de dresser un portrait précis de ces personnes²⁰.

Par ailleurs, environ une personne sur six a déclaré ne pas vivre en couple mais entretenir au moment de l'enquête une « relation amoureuse », soit près de 30 % des personnes se déclarant hors couple, pour les hommes comme pour les femmes. Ce type de relation concerne avant tout les plus jeunes (18-24 ans) : près de 40 % d'entre eux sont dans cette situation en Guadeloupe et Martinique, mais celle-ci concerne encore plus de 20 % des 25-34 ans (situation spécifique aux Antilles qu'on ne retrouve pas dans les autres DOM). Ces situations sont fréquentes également aux âges plus élevés ; par exemple, plus de 10 % des femmes de 40-49 ans et environ 5 % des femmes de 55-59 ans.

Ces relations durent souvent depuis plusieurs années : 5 ans en moyenne en Guadeloupe et Martinique (plus de 7 ans pour ¼ d'entre elles). Les moins de 35 ans sont ceux dont les intentions de consolidation dans les 3 ans sont les plus fortes et pour l'ensemble, la raison principale évoquée pour ne pas consolider la relation est une volonté de garder son indépendance (3/4 des cas en Martinique contre 58 % en Guadeloupe) ; le fait que le partenaire soit déjà en couple est cité dans 1 cas sur 6 en Guadeloupe contre 7 % en Martinique.

Ces résultats posent un certain nombre de questions, dont une typologie réalisée pour les seules femmes, apporte des premières réponses : quels sont celles qui envisagent cette unions comme durable ? Quelles sont les caractéristiques des femmes les plus âgées déclarant ce type de vie de couple, et notamment parmi celles ayant déjà vécu une union durable ? Peut-on distinguer les « amies », des femmes étant les mères de l'enfant du partenaire non cohabitant (cf. Lefaucheur et Brown, 2011, p. 9 : les situations « paradoxalement à la fois conjugale et monoparentale ») ? En quoi se distinguent les « amies », des « séparées » ou encore des femmes n'ayant jamais été en union (cf. Lefaucheur et Brown, 2011) ?

La classification²¹ a été réalisée à partir des réponses des 835 femmes se déclarant soit en couple non cohabitant, soit hors couple mais entretenant une relation amoureuse durable. Les caractéristiques retenues sont : l'âge, le type d'union, l'ancienneté de l'union, la catégorie socio professionnelle, le diplôme, la présence et le nombre d'enfants, le fait d'avoir déjà connu une union cohabitante ou non, le fait que le partenaire soit ou non le père d'au moins un des enfants²²...

²⁰ On observe cependant que la raison principale de la non cohabitation est le souhait, au moins pour l'un des deux conjoints, de garder son indépendance (dans la moitié des cas). L'intention de cohabitation dans les trois ans se distribue entre « oui, très probablement » dans 4 cas sur 10, « non, certainement pas » dans 1 cas sur 6 (le reste se partageant entre « peut-être » et « c'est trop tôt pour le dire »).

²¹ Méthode : ACM puis CAH à partir des coordonnées des individus sur les premiers axes factoriels.

²² Indicateur créé en comparant la date de début de la relation avec la date de naissance des enfants éventuels. On fait l'hypothèse qu'un enfant né après le début de la relation non cohabitante ou amoureuse a pour père le partenaire de cette relation.

Cinq profils se dégagent de l'analyse (tableau 6) :

- **profil 2²³ (12 %)** : des jeunes femmes ayant une relation amoureuse depuis moins de 2 ans, sans enfant, n'ayant jamais eu d'union cohabitante par le passé et cohabitant pour la plupart d'entre elles (83 %) encore avec leurs parents (Lefaucheur et Brown, 2011 p. 4). Pour ces jeunes femmes, ce type de relation constitue une étape : 40 % d'entre elles jugent « très probable » la consolidation de la relation dans le futur, tandis que 40 %, en début de relation, déclarent qu'il est encore trop tôt pour le dire.
- **profil 4 (18 %)** : profil proche du précédent, dans une situation identique de relation amoureuse entamée il y a moins de 2 ans, sans enfant ; à ceci près qu'il concerne plutôt des non natives du département, plus âgées (25-34 ans) et 4 sur 10 ayant déjà vécu en union cohabitante. Ces femmes sont également plus nombreuses que la moyenne à estimer très probable la consolidation de leur relation, même si elles restent plus « prudentes » que les précédentes (« peut-être » et « c'est encore trop tôt pour le dire »).
- **profil 3 (22 %)** : des femmes de 25-44 ans, sans expérience de migration, sans diplôme, se déclarant engagée dans une relation amoureuse ou, plus souvent que la moyenne, en union non cohabitante depuis plus de 5 ans (souvent depuis bien plus longtemps) et ayant toutes au moins un enfant. La date de début d'union comparée à la date de naissance des enfants laisse penser que leur partenaire est le père d'un ou plusieurs de leurs enfants²⁴. Ce profil correspondrait aux « amies » (réf). Les intentions de consolidation sont partagées entre « oui, très probablement » et « peut-être ».
- **profil 1 (36 %)** : des femmes de 35-54 ans, ayant généralement une expérience durable de la migration (natives de retour), peu diplômées (niveau inférieur au Baccalauréat), ayant des enfants et pour les deux-tiers ayant eu une union dans le passé, se déclarant engagées dans une relation amoureuse depuis moins de 5 ans. Ce profil correspondrait plutôt aux « séparées ». Ces femmes sont plus souvent que la moyenne dans une situation où elles ne souhaitent pas nécessairement consolider leur relation (1/4 répond même « non, certainement pas »).
- **profil 5 (13 %)** : des femmes de 55 ans ou plus, sans diplôme, employées, ayant pour certaines une expérience de la migration, trois enfants ou plus, séparées ou n'ayant jamais eu d'union, se déclarant engagée dans une relation amoureuse ou, plus souvent que la moyenne, en union non cohabitante depuis plus de 5 ans. Un tiers d'entre elles n'envisage pas de cohabitation dans les années futures.

Au-delà de l'âge et de la présence ou non d'enfants, le niveau de diplôme et le parcours migratoire sont également structurants, à l'exemple du profil 4 dont les deux-tiers des femmes sont titulaires d'un diplôme au moins au niveau du Baccalauréat et près de la moitié sont non-natives des Antilles, le plus souvent des originaires (nées en métropole de parents natifs des Antilles). À l'inverse, les femmes des profils 3 et 5 sont peu diplômées, voire sans diplôme (pour 44 % d'entre elles), les deux-tiers des premières et la moitié des secondes n'ont jamais migré, le tiers du profil 5 étant des natives de retour.

En conclusion, si le mode de questionnement semblait au premier abord avoir mal capté les unions non cohabitantes, la question sur les relations amoureuses suivies a eu du sens pour les enquêtés.

²³ La numérotation issue de la classification a été conservée.

²⁴ Voir Breton et Marie, 2015.

Tableau 6. Résultats de la classification (partition en 5 classes)

	%	Classe					Moyenne
		1	2	3	4	5	
Département	Guadeloupe	47,4	43,9	48,4	49,6	43,0	46,8
	Martinique	52,6	56,1	51,6	50,4	57,0	53,2
Âge	18-24 ans	11,2	99,5	8,8	11,2		27,6
	25-34 ans	6,2	0,3	32,7	62,3		19,3
	35-44 ans	39,2	0,2	39,0	17,9		23,3
	45-54 ans	43,4		16,6	8,2		18,3
	55 ans et plus			2,8	0,3	100,0	11,5
CS	Inactives	10,9	93,0	32,1	7,5	0,6	30,5
	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	10,7	0,5	0,7	2,1	5,5	4,5
	Cadres et professions intermédiaires	17,8	3,5	14,8	54,1	20,4	20,6
	Employées	60,5	3,0	52,3	36,4	73,5	44,4
Niveau de diplôme	Bac et +	19,3	60,1	19,7	67,4	16,0	35,5
	Inférieur au Bac	61,8	31,2	36,0	14,7	40,7	39,9
	Sans diplôme	18,9	8,7	44,3	17,9	43,2	24,6
Lien à la migration	Natives sédentaires	56,5	79,4	64,0	28,0	50,2	57,3
	Natives de retour	35,4	8,6	19,2	27,1	34,3	25,0
	Non natives	8,1	12,1	16,8	44,9	15,6	17,8
Type de relation	En couple non cohabitant	9,5	4,2	29,2	14,3	26,0	15,1
	Relation amoureuse	90,5	95,8	70,8	85,7	74,0	84,9
Ancienneté de la relation	Moins de 1 an	20,8	28,1		36,3	5,8	18,9
	1 à 2 ans	25,6	41,6	10,2	29,1	9,1	24,4
	3 à 5 ans	31,8	28,1	13,7	24,4	10,1	23,6
	Plus de 5 ans	21,9	2,2	76,1	10,2	75,1	33,1
Union cohabitante passée ?	Non	33,6	95,4	69,5	58,4	50,7	59,8
	Oui	66,4	4,6	30,5	41,6	49,3	40,2
Nombre d'enfants	0	22,0	95,9		57,0	15,5	37,7
	1	24,1	3,3	26,3	17,5	17,2	18,4
	2	30,0	0,8	34,8	11,4	19,7	20,8
	3 ou plus	24,0		38,9	14,1	47,6	23,1
Cohabite avec au moins l'un de ses parents	Oui	15,1	83,3	13,8	29,0	5,4	30,1
	Non	84,9	16,7	86,2	71,0	94,6	69,9
Le partenaire est-il le père d'un des enfants ?	Oui	6,2		93,0	7,0	10,3	23,7
	Non	93,8	100,0	7,0	93,0	89,7	76,3
Intention de consolidation de la relation	Non, certainement pas	22,9	3,5	20,1	9,5	33,6	17,2
	Peut-être	29,5	15,6	32,2	28,2	17,9	25,8
	C'est encore trop tôt pour le dire	25,6	39,8	13,7	27,6	17,6	25,5
	Oui, très probablement	21,1	37,9	32,4	34,7	25,7	29,7
	Ne sait pas	0,9	3,2	1,5		5,2	1,8
Effectifs		297	97	186	147	108	835
%		35,6	11,6	22,3	17,6	12,9	100,0

Champ : femmes de 18 à 79 ans se déclarant en couple non cohabitant ou engagées dans une relation amoureuse suivie

Lecture : La classe 1 (N = 297 individus) est composée pour 47,4 % de femmes guadeloupéennes contre 46,8 % de l'ensemble de la population considérée ici. En gras figurent les pourcentages colonnes maximums.

Source : MFV 2009-2010

Conclusion

Notre question est née de l'absence du « couple » comme objet scientifique dans l'étude des dynamiques familiales dans la région caribéenne. En effet, comme l'a démontré Stéphanie Mulo, malgré l'observation d'une diversité de formes familiales, les recherches se sont polarisées sur l'organisation matrifocale (Mulo, 2013 p. 161) et l'absence d'une figure paternelle – ou de conjoint ou mari. Cette vision culturaliste et généralisante a conduit à figer le regard sur la famille dans cette région du monde, ainsi que sur ses ressortissants vivant dans d'autres pays.

L'un des premiers objectifs de l'enquête MFV est de considérer les dynamiques familiales et leur évolution au cours des générations. Une grande attention a donc été accordée à l'élaboration d'indicateurs permettant de situer les enquêtés au sein d'une configuration familiale plus ou moins complexe. De même, les questions sur la conjugalité, s'inspirant d'autres enquêtes, notamment Erfi, ont tenté de mieux cerner la relation du couple et l'histoire des unions. Ainsi nous avons pu examiner ici les profils des personnes se déclarant être « en couple », analyser les trajectoires conjugales, comparer les situations et les parcours des femmes et des hommes à travers les générations. Plusieurs questions restent en suspens, comme celle posée par l'observation des tendances parmi les générations des personnes âgées de 50 ans ou plus au moment de l'enquête : est-ce que ces tendances annoncent celles à venir pour les plus jeunes générations ? Si la mise en couple semble représenter moins qu'ailleurs une étape importante du passage à la vie adulte aux Antilles, quelles sont les attentes des individus par rapport à la vie en couple ; qui sont les personnes qui restent durablement en couple ; et comment se gère cette vie en couple au quotidien pour faire face « aux vents et aux marées » ?

Pour aller plus loin dans l'investigation de ces dynamiques, certaines de ces questions nécessitent des méthodes qualitatives pour y trouver des réponses. Mais les enquêtes statistiques affinent leurs modes de questionnement, comme dans l'enquête MFV, où nous avons pu mieux cerner les profils des personnes ayant une relation de couple non cohabitant (ou une « relation amoureuse suivie »). D'autres enquêtes, notamment celles étudiant les comportements sexuels comme les enquêtes KABP²⁵, permettent d'analyser le multipartenariat simultané. Elles montrent notamment que ces pratiques se maintiennent aux Antilles (même si elles sont en baisse au cours des années 2000) et toujours à un niveau supérieur à ce qui est observé pour la France métropolitaine ; qu'elles concernent toujours plus les hommes que les femmes et que, par ailleurs, elles sont considérées plus acceptables pour les hommes que pour les femmes²⁶. Ces pratiques ont un lien avec le pluripartenariat, auquel se réfèrent Lefaucheur et Brown (2011), c'est-à-dire le fait de maintenir de relations de couple en parallèle. Quelles implications ont ces pratiques pour l'étude du couple dans ce contexte ? Très clairement, toute ambition d'étudier la prévalence et les formes des violences conjugales devra s'appuyer sur une réflexion sur les contours du couple et de la vie conjugale.

²⁵ KABP : Connaissances, attitudes, croyances et comportements en matière de sexualité, et face au VIH/Sida et à d'autres risques sexuels ; Voir le rapport d'enquête sur les Antilles-Guyane sous la direction de Sandrine Halfen et Nathalie Lydié (2014).

²⁶ Voir la page 183 ce rapport.

Références bibliographiques

- Alibar F., Lembeye-Boy P. 1982. Le couteau seul... sé koutu sèl. La condition féminine aux Antilles. Vol. I et Vol. II : *Vie de femmes*, Paris, Éditions caribéennes.
- Barrow C. 1998. Caribbean masculinity and family: revisiting « marginality » and « reputation », in Barrow Christine (dir.) *Caribbean portraits. Essays on Gender Ideologies and Identities*, Kingston, Jamaica, Ian Randle Publishers, 339-358.
- Beaujouan É. 2016. Fréquence des désaccords, satisfaction dans le couple et séparation, in Régnier-Loilier Arnaud, *Parcours de familles, L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, Paris, INED – Coll. Grandes Enquêtes, 137-149.
- Breton D. 2011. L'entrée dans l'âge adulte des jeunes réunionnaises et martiniquaises : la famille comme une « évidence » ?, *Politiques sociales et familiales*, (CNAF), n° 106, 25-38.
- Breton D., Marie C.-V. 2015. *Situation de couple et de revenus des mères de jeunes enfants en Martinique et à La Réunion. Les allocations sociales peuvent-elles être créatrices de « pères clandestins » ?*, In Agnès Adjamagbo et Philippe Antoine (éds.), *Démographie et politiques sociales (Actes du XVII^e colloque, Ouagadougou, novembre 2012)*, AIDELF.
- Brown E., Lefaucheur N. 2012. *Les violences subies dans les différents espaces de vie en*, *Pouvoirs de la Caraïbe* n° 17, 73-107 (Numéro spécial « Genre et violences interpersonnelles à la Martinique »).
- Charbit Y., 1987. *Famille et nuptialité dans la Caraïbe*, Cahiers de l'Ined n° 114, Paris, PUF.
- Charbit Y., Leridon H. 1980. *Transition démographique et modernisation en Guadeloupe et en Martinique*, Cahiers de l'Ined n° 89, Paris, PUF.
- Condon S. 2014. Enjeux d'une enquête sur les violences de genre dans les départements d'outremer, *Informations Sociales* n° 186, 36-38.
- Condon S., Byron M. 2008. Migrations, résidence et représentations de la famille : les familles caribéennes en France et en Grande-Bretagne, *Revue européenne des migrations internationales*, 24(1), 35-63.
- Condon S., Beaugendre C. 2016. Partir pour tourner la page : une lecture genrée des migrations entre les départements d'outremer français et l'Hexagone après une rupture conjugale, in Girard Chantal, Pennec Sophie, Sanderson Jean-Paul (dirs.), *Trajectoires et âges de la vie*, AIDELF.
- Gautier A. 1996. Les Guadeloupéennes face à la monoparentalité, in BISILLIAT Jeanne (dir.), *Femmes du Sud, chefs de famille*. Paris, Karthala, 301-314.
- Gautier A. 2004. Procréation et famille en Guadeloupe, *Espaces, population, sociétés*, 2, 207-219, (numéro spécial « Regards croisés vers l'Outre-mer français »).
- Giraud M. 1999. Une construction coloniale de la sexualité (À propos du multi partenariat hétérosexuel caribéen), *Acte de la recherche en sciences sociales*, 128, 46-55.
- Halfen S., Lydié N. 2014. *Les habitants des Antilles et de la Guyane face au VIH/Sida et à d'autres risques sexuels*, Paris, La Documentation Française.
- Jaspard M., l'équipe ENVEFF. 2003. *Les violences envers les femmes en France, une enquête nationale*, Paris, La Documentation Française.
- Lefaucheur N., Brown E. 2011. Relations conjugales et configurations parentales à la Martinique, *Politiques sociales et familiales*, n° 106, 9-23.

- Leridon H., Zucker E., Cazenave M. 1970. *Fécondité et famille à la Martinique. Faits, attitudes, opinions*, Travaux et Documents de l'Ined Cahier n° 56, Paris, PUF.
- Marie C.-V. 2011. L'enquête Migration, famille et vieillissement. Première grande enquête menée dans les Dom pour mieux cerner les défis de demain, *Politiques sociales et familiales*, n° 106, 98-103.
- Marie C.-V. Breton D. 2015. Les « modèles familiaux » dans les Dom : entre bouleversements et permanence. Ce que nous apprend l'enquête Migrations, famille et vieillissement, *Politiques sociales et familiales*, n° 119, 55-64.
- Mulot S. 2009. Redevenir un homme en contexte post-esclavagiste et matrifocal, *Autrepart* (49), 117-136
- Mulot S. 2013. La matrifocalité n'est pas un mirage créole, *L'Homme*, n° 207-208, 159-191.
- Régnier-Loilier A. (dir.) 2009. *Portraits de familles. L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, Les Cahiers de l'INED, Paris, PUF.
- Régnier-Loilier A. 2016. Le devenir conjugal des personnes en relation amoureuse stable non cohabitante, in Régnier-Loilier Arnaud, *Parcours de familles, L'enquête Étude des relations familiales et intergénérationnelles*, Paris, INED – Coll. Grandes Enquêtes, Ch. 4.
- Roussel L., Bourguignon O. 1979. *Génération nouvelles et mariage traditionnel*, Travaux et Documents de l'Ined Cahier n° 86, Paris, PUF.
- Villeneuve C. 1997. Vivre en couple, chacun chez soi, *Population* 52(5), 1059-1081.